

1944-1978

**LA TOM
NAEGELS**

NOUVELLE

BELGIQUE

UNE HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

Racine

Ce livre a été réalisé avec le soutien de Literatuur Vlaanderen et du Fonds Pascal Decroos.



www.lannoo.com

Enregistrez-vous sur notre site Internet et nous vous enverrons régulièrement une lettre d'information sur nos nouvelles publications, ainsi que des offres exclusives.

Traduit du néerlandais par Pierre Lambert
Couverture et mise en page : Mario Debaene
Photo de couverture : © Stephan Vanfleteren
Photo de l'auteur : © Hervé Debaene

© Éditions Lannoo s.a., Tielt, 2021 et Tom Naegels
D/2021/6852/17 – ISBN 978 23 902 5167 5

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans une banque de données ou publié sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique ou de toute autre manière, sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

TABLE DES MATIÈRES

9 Prologue

Première partie – Se relever et recommencer

- 19 **Chapitre I** – La Wehrmacht dans les mines
39 **Chapitre II** – « Apprenez une langue et partez »
63 **Chapitre III** – Les droits de l’homme sont aussi une œuvre humaine
83 **Chapitre IV** – Une redistribution rationnelle des populations
105 **Chapitre V** – L’année de toutes les catastrophes
131 **Chapitre VI** – La perte des illusions

Deuxième partie – De l’euphorie au désenchantement

- 155 **Chapitre VII** – Pas de croissance économique sans croissance démographique
181 **Chapitre VIII** – Un mur se dresse à Berlin, une porte s’ouvre à Ankara
207 **Chapitre IX** – L’ouverture des frontières
239 **Chapitre X** – Un nouveau New York
261 **Chapitre XI** – Cadeau ou fardeau ?
285 **Chapitre XII** – Un nouveau fossé se creuse
309 **Chapitre XIII** – La lutte pour reprendre le contrôle
335 **Chapitre XIV** – Le prix de la prospérité
- 365 Remerciements
- 367 Notes
- 387 Sources consultées
- 403 Index alphabétique

PROLOGUE

Que diriez-vous de vous replonger un instant dans votre enfance ? Prenez une période dont vous gardez un souvenir vivace, pas seulement concernant vous-même et votre famille, mais aussi le monde tel qu'il était à l'époque. Dressez ensuite une liste de tout ce qui a changé depuis lors.

Chaque fois que je me livre à cet exercice – par exemple lorsque mes enfants me posent des questions du genre : « L'iPad, ça existait déjà quand tu avais mon âge ? Et les voitures ? » – je suis surpris par la foule d'exemples qui me viennent à l'esprit. Ainsi, je suis incapable de m'imaginer aujourd'hui une vie sans Internet. Pourtant, j'avais déjà vingt et un ans quand j'ai fait mes premiers pas sur la Toile.

Aux yeux de mes parents, tout un monde séparait encore catholiques et libres-penseurs. J'ai donc vécu, enfant, les derniers vestiges de ce que l'on appelait la « pilarisation ». Ma mère faisait du théâtre amateur dans une troupe socialiste et laïque – à l'époque, même un passe-temps innocent était pratiqué dans un cadre idéologique fermé. Nous n'invitions jamais d'enfants chrétiens à mes fêtes d'anniversaire. Et lorsque nous voulions aller skier en famille, nous nous inscrivions aux séjours d'hiver organisés par « De Moraal » (la Morale). Une expression qui me fait sourire aujourd'hui, parce qu'elle donne à entendre que les autres skieurs, qui dévalaient les pistes « sans morale », ne pouvaient que mal finir. Mais, à l'époque, cela ne faisait sourciller personne. « De Moraal » était le nom de l'association laïque à laquelle mes parents étaient affiliés. Elle organisait des vacances de neige, des excursions culturelles et bien d'autres activités de loisirs.

Mes habitudes alimentaires ont également changé. L'attitude de mon père à l'égard de la cuisine étrangère se résume en une petite phrase dans le dialecte anversoïse : « Iek mut-a ni'emme. » (« J'aime pas

ça. ») Il se méfiait même du riz et des pâtes. La première fois que l'on a parlé de sushi à la maison, c'était sur un ton moqueur et incrédule – manger du poisson cru? – à l'instar des remarques railleuses que font les Belges aujourd'hui sur les gens qui dégustent des méduses ou des araignées. Je m'en suis souvenu il y a quelque temps, lors d'un repas entre amis dans un restaurant à volonté du port d'Anvers. Cet établissement gigantesque, aux immenses tables rondes disposées à côté d'un buffet pantagruélique, proposait de la cuisine belge (frites, poulet, fontaine de chocolat), italienne (pâtes), indonésienne (nasi goreng, bakmi), chinoise (dimsums), indienne (currys) et japonaise (sushis, tempuras). L'endroit était loin d'être « chic » : son modèle commercial visait à offrir le plus grand dénominateur culinaire commun au meilleur prix. Toujours est-il qu'il servait des sushis.

Ce sont là des anecdotes sans doute banales, et vous vous demanderez peut-être pourquoi je les raconte en prélude à un ouvrage censé traiter de l'immigration. Bonne question. Eh bien, si je me livre à cet exercice, et vous invite à faire de même, c'est parce que l'on présente trop souvent l'immigration comme une anomalie de l'histoire, une rupture du cours naturel des événements qui ont façonné la Belgique. Or, je ne partage pas du tout ce point de vue. Car, avec ou sans migration, l'histoire est toujours une longue succession de ruptures. Chacun d'entre nous a déjà pu constater personnellement l'évolution de certaines coutumes et croyances, la disparition de vieux conflits, remplacés par de nouveaux. Tantôt il s'agit d'un changement dont nous prenons connaissance en lisant le journal, tantôt ce sont de petites habitudes qui s'installent dans notre quotidien. Le déclencheur peut être une invention (l'automobile, la télévision, Internet...), un événement politique ou économique, ou encore une tendance semblant surgir de nulle part (comment expliquer par exemple la popularité soudaine des sushis?). Bien souvent, ce n'est qu'en jetant un regard rétrospectif à la fin de sa vie que l'on s'aperçoit à quel point la société a changé.

Une boutade qui circule parmi les historiens affirme que « le passé est un pays étranger¹ ». On en trouve une variante dans le roman de Mohsin Hamid *Exit West*, que j'ai placée en exergue de ce livre : « Nous sommes tous des émigrés à travers le temps. » Au cours de la période que nous allons retracer dans cet ouvrage, la foi catholique a cessé d'être un pôle de pouvoir et d'orienter nos choix de vie. Nous avons

modifié nos conceptions sur ce que signifie être un homme ou une femme. Aujourd'hui, nous envisageons différemment les relations et la sexualité. Nous n'élevons plus nos enfants de la même manière. L'homosexualité, encore tabou il n'y a pas si longtemps, nous semble désormais tout à fait normale. Nous avons d'autres loisirs et votons pour d'autres partis. Même notre attitude à l'égard de la mort a changé.

Ce ne sont pas là de simples détails, mais de véritables bouleversements qui touchent à l'essence même de la vie en société. Et ils se sont accompagnés de violents conflits. Bien souvent, leurs détracteurs étaient convaincus qu'il s'agissait d'un enjeu vital, que si l'on ne mettait pas un terme à telle ou telle évolution, celle-ci irait jusqu'à compromettre notre identité ! Puis venait l'apaisement, et ce qui semblait autrefois impensable finissait par apparaître comme inéluctable. Les blessures du passé devenaient une page d'histoire. On en parle encore dans des publications universitaires, au musée, dans les manuels scolaires, au cinéma, dans les romans, dans les anecdotes de famille que les parents racontent à leurs enfants. « Au début, mamie ne pouvait pas sortir avec papy parce qu'il était socialiste... » Les enfants essaient en vain de se représenter comment leurs ancêtres pouvaient être heureux à une époque régie par des coutumes aussi étranges. Mais ils ne peuvent pas non plus s'imaginer que, lorsqu'ils seront vieux à leur tour, ils repenseront avec le même étonnement aux codes qui leur semblent évidents aujourd'hui.

La composition de notre population a également changé. À l'époque où se produisaient les bouleversements mentionnés plus haut, la Belgique est devenue un pays d'immigration. Le sens de cette expression peut certes donner lieu à débat. Je l'utilise ici pour indiquer que notre pays a présenté un solde migratoire positif pendant la plus grande partie de l'après-guerre (c'est-à-dire un nombre supérieur d'étrangers venus en Belgique que de Belges partis à l'étranger) et que ce solde oscille autour de 50 000 par an depuis un certain temps déjà. Par conséquent, alors que seulement 4,3 % de la population belge était d'origine étrangère en 1947, cette proportion est aujourd'hui de 32,1 %. Dans certaines villes, comme Anvers, plus de la moitié de la population est concernée ; à Bruxelles, trois quarts des habitants sont même issus de l'immigration².

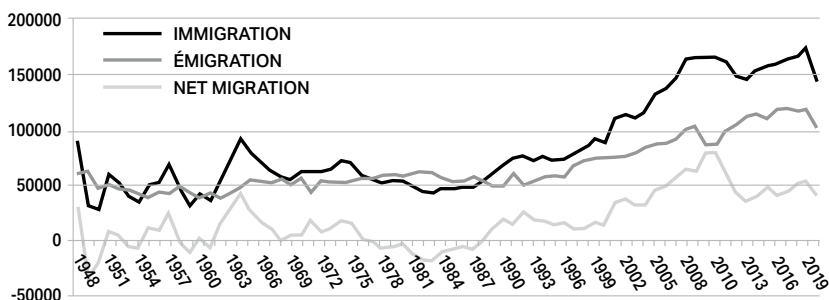
Mais ici, pas d'apaisement à l'horizon. Il suffit de consulter les médias ou de surfer sur les réseaux sociaux pour constater que ceux-ci sont le théâtre de débats incessants sur tout ce qui touche de près ou de loin à l'immigration : demandeurs d'asile, racisme, islam, « grand remplacement », nationalisme, terrorisme... Les gens choisissent leur camp. Pour reprendre un terme cher aux politologues, une nouvelle ligne de fracture est apparue, un clivage plus profond que les divergences de vues purement rationnelles. Car cette fracture a une forte charge émotionnelle et les camps qui s'affrontent sont persuadés qu'il s'agit d'une question vitale.

Le présent ouvrage entend échapper le plus possible à la dynamique qui sous-tend ce conflit idéologique. Mon intention n'est pas de vous exposer mes propres convictions politiques. Si je me suis lancé dans ce projet, c'est précisément parce que je souhaitais prendre du recul pour analyser les ressorts de cette évolution, qui suscite de si vives émotions.

J'ai donc voulu livrer un compte-rendu historique. La période concernée est à vrai dire parfaitement connue ; c'est celle de la Belgique de l'après-guerre. Mais je veux l'exposer en m'intéressant tout particulièrement aux personnes qui ont quitté leur pays pour s'installer chez nous et à l'influence que ces étrangers ont exercée sur notre société. Je souhaite raconter l'histoire des immigrants et de leur cohabitation avec la population « indigène », sans négliger d'esquisser le contexte plus large, national et international, dans lequel leur existence s'est déroulée. Je broserai ainsi un tableau de la « Belgique dans le monde » qui, j'en suis sûr, sera nouveau pour de nombreux lecteurs, ce récit étant pratiquement absent de l'histoire officielle de la Belgique telle que nous la retracent l'enseignement, les musées ou les médias.

Le livre que vous avez entre les mains raconte la première partie de cette histoire. En effet, la transformation de la Belgique en un pays d'immigration s'est déroulée en deux phases. Je vous promets de limiter au maximum le nombre de graphiques, mais celui qui suit illustre parfaitement la situation globale des flux migratoires dans notre pays. Il m'a souvent été d'un grand secours lorsque je risquais de perdre de vue le cadre général, et je pense qu'il vous sera également utile pour comprendre les raisons qui m'ont conduit à distinguer deux grandes périodes³.

Migrations internationales totales (Belges et étrangers) 1948-2020



Comme vous le voyez, la ligne bleue, qui représente les immigrations vers la Belgique, montre des pics et des creux importants entre 1948 et 1975. Le nombre d'immigrés est donc très élevé au cours de certaines années et beaucoup moins pendant d'autres. C'est la période durant laquelle notre pays, comme d'autres nations d'Europe occidentale, a activement recruté des travailleurs à l'étranger en vue de remédier aux pénuries sur son propre marché de l'emploi. La demande émanait donc de la Belgique. Toutefois, celle-ci n'a jamais voulu devenir un pays d'immigration. Elle pensait avoir mis au point un système « ingénieux » pour garantir que les immigrés n'arrivent que lorsqu'on avait besoin d'eux et repartent aussitôt que leur tâche était terminée.

Cette période prend fin avec la crise pétrolière de 1973, lorsque le pays plonge dans une longue récession. Comme ses voisins, la Belgique décide alors de ne plus recruter en dehors de la Communauté économique européenne (CEE). Le pays décrète un « arrêt de l'immigration ». Et vous constaterez en effet que, sur le graphique, la courbe bleue se met tout à coup à baisser. Pendant toute une période, le nombre des émigrés (ligne rouge) dépasse même celui des immigrés. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que l'immigration repart à la hausse. Mais cette progression est alors beaucoup plus soutenue qu'auparavant, sans présenter les mêmes pics et creux, et n'est plus tributaire de la demande du pays d'arrivée. J'expliquerai les raisons de cette nouvelle hausse et les réactions de la Belgique dans un second livre.

Cette première partie couvre donc la période que les Français appellent *les Trente Glorieuses*, les trente années de reconstruction et de boom économique. La forte croissance que l'Europe occidentale a connue à cette époque aurait été impossible sans les travailleurs émigrés

des pays formant le bassin méditerranéen. Je retracerai ici l'histoire des trois principales minorités ethniques en Belgique, encore à l'heure actuelle : les populations d'origine italienne, turque et marocaine.

C'est également à cette époque que les conventions internationales régissant les droits des réfugiés voient le jour. Que la coopération économique et politique des pays d'Europe occidentale, y compris la libre circulation des travailleurs, prend forme. Que se produit la décolonisation, entraînant aussi dans son sillage des mouvements migratoires. Qu'éclate la guerre froide, qui déterminera avec quels pays des accords migratoires peuvent être conclus ou non. Enfin, c'est la période pendant laquelle, en raison de l'abandon progressif du charbon au profit du pétrole, la puissance des grands pays pétroliers au Moyen-Orient s'accroît considérablement, un phénomène qui aura aussi des répercussions sur les événements relatés dans ce livre.

Toutes ces évolutions finiront par rendre inopérante cette politique migratoire « ingénieuse ». Lorsque le gouvernement belge nomme pour la première fois un secrétaire d'État chargé de l'intégration des migrants en 1977, on peut y voir une reconnaissance officielle de leur présence durable. C'est sur ce moment symbolique que s'achèvera cette première partie.

Encore une dernière réflexion avant d'entrer dans le vif du sujet. Nous commencerons notre récit à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Ce choix ne veut bien sûr pas dire que notre pays n'a pas subi de flux migratoires avant cette période. Tout le monde connaît la souffrance des réfugiés juifs (et autres) dans l'entre-deux-guerres. De même, la migration de la main-d'œuvre existait déjà. J'y reviendrai en temps utile au cours du livre.

Il y a toutefois un point de repère de la période d'avant-guerre que je souhaite évoquer sans plus attendre. Il est lié à la politique d'immigration « ingénieuse » signalée plus haut. Celle-ci a été rendue possible par une loi de pouvoirs spéciaux adoptée en pleine crise des années 1930. Le but était d'établir un équilibre entre le désir des employeurs de recruter des travailleurs étrangers pour des activités que les Belges n'étaient pas disposés à exercer, d'une part, et la crainte des travailleurs belges que ces immigrés ne viennent leur faire concurrence, d'autre part. L'arrêté royal du 31 mars 1936 stipule :

1. Aucun employeur ne peut occuper un étranger en qualité de travailleur manuel ou intellectuel avant d'en avoir obtenu l'autorisation.
2. Aucun étranger ne peut occuper un emploi au service d'autrui, en qualité de travailleur manuel ou intellectuel, avant d'y avoir été autorisé.

L'employeur et le travailleur avaient donc tous deux besoin de l'autorisation des pouvoirs publics. Pour l'obtenir, l'employeur devait impérativement prouver qu'il avait publié l'offre d'emploi en Belgique et qu'aucun candidat approprié ne s'était manifesté. Si tel était le cas, l'immigrant pouvait obtenir à son tour une autorisation, à des conditions très strictes. Son permis de travail B était valable pour une durée maximale de deux ans. Passé ce délai, il devait quitter la Belgique ou recommencer la procédure. Qui plus est, l'autorisation s'appliquait uniquement à tel emploi concret dans telle entreprise bien déterminée. L'immigrant ne pouvait même pas changer de travail au sein de la même société. Et encore moins changer d'employeur. C'est seulement après avoir travaillé de cette façon pendant dix ans d'affilée en Belgique (ou au Congo) qu'il pouvait obtenir un permis de travail A, lui donnant accès à l'ensemble du marché de l'emploi. Mais la probabilité qu'une personne persévère aussi longtemps dans ces conditions était très faible⁴.

L'objectif de cet arrêté royal était donc de permettre une intervention très ciblée sur le marché de l'emploi : les étrangers ne pouvaient se rendre en Belgique que pour occuper des postes impossibles à pourvoir autrement, et uniquement pendant la période où cela s'avérait indispensable. En même temps, l'arrêté royal prévoyait une certaine souplesse d'application. Si le besoin en main-d'œuvre supplémentaire se faisait sentir de façon urgente dans un secteur déterminé ou pendant une période donnée, les pouvoirs publics pouvaient distribuer généreusement des autorisations pour faire venir en une fois de grands groupes de travailleurs. Néanmoins, ces derniers seraient priés de quitter la Belgique dès qu'on n'aurait plus besoin d'eux.

Dans les pages qui suivent, nous verrons comment cette illusion volera en éclats.

PREMIÈRE PARTIE
**SE RELEVER ET
RECOMMENCER**

CHAPITRE I

LA WEHRMACHT DANS LES MINES

Les premiers étrangers qui contribuent à relancer l'économie belge à l'issue de la Seconde Guerre mondiale sont des Allemands. Cela peut sembler incroyable, étant donné que ce sont précisément les Allemands qui ont dévasté l'économie du pays en lui déclarant la guerre et en l'occupant. Mais ces deux réalités sont en fait liées.

Pour le comprendre, il nous faut revenir à la première année qui suit la Libération. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, elle n'a rien de jubilatoire. Certes, la Libération provoque une grande liesse. Même les Belges qui n'ont pas assisté à cet événement se souviennent (grâce aux innombrables documentaires) de l'interminable défilé de vélomoteurs, jeeps, camions et tanks dans les rues de Bruxelles. Roulant au pas, tels des chars de cortège, ils sont pris d'assaut par des femmes en mal d'amour. Les soldats distribuent des cigarettes. Les garçons poussent des cris de joie : « Les Tommies ! » Les hommes lancent leurs chapeaux en l'air. Dans l'euphorie générale, tout le monde se met à procréer des enfants. Et l'image suivante gravée dans la mémoire collective nous montre ces mêmes enfants, déjà grands, au début des golden sixties.

Mais ce n'est bien sûr pas *ainsi* que les choses se sont passées. Le lendemain de la Libération, la vie reprend son cours, sans réel changement par rapport aux jours précédents. Ou plutôt : la situation empire au lieu de s'améliorer¹.

Car la guerre n'est pas encore finie. Si les Allemands ont quitté la Belgique en toute hâte, ils continuent toutefois à opposer une résistance farouche juste au-delà de la frontière orientale. Le plan allié, qui visait une libération rapide des Pays-Bas, se solde par un échec. Les divisions canadiennes, britanniques, polonaises et américaines se lancent ensuite à la conquête de l'estuaire de l'Escaut. Le port d'Anvers

reste inaccessible tant que les Allemands contrôlent la Zélande. Or, les Alliés ont désespérément besoin d'un grand port plus proche du front, car leur ligne de ravitaillement part encore de la Normandie. En conséquence, la Belgique devient contre toute attente la base des opérations dans la phase finale de la guerre contre l'Allemagne. Pris en tenaille à l'Est et au Nord, avec ses routes et moyens de transport réquisitionnés par l'armée et son principal port bloqué, notre pays souffre d'une pénurie encore plus grande que sous l'Occupation.

Les Belges ont faim. Comme la Libération s'est produite à l'époque de la moisson, celle-ci est perdue. Vaches, chevaux, porcs, moutons et chèvres ont péri dans les bombardements ou les fusillades, ont été massacrés par les Allemands battant en retraite ou ont crevé de faim. Les paysans qui peuvent encore vendre des pommes de terre, des légumes, du fromage, du beurre, du lait ou de la viande ont toutes les peines du monde à les livrer aux magasins. Les routes sont impraticables, les canaux non navigables, les camions et trains ont été emportés par les Allemands ou réquisitionnés par les Alliés. Et toute importation de denrées alimentaires s'avère également impossible. La bataille de l'Escaut fait rage jusqu'en novembre. Lorsque les Allemands sont finalement chassés, le chenal doit être déminé, ce qui prend encore plusieurs semaines. Pour comble de malheur, le trafic maritime a également été réquisitionné à des fins militaires. Seul un faible pourcentage des cales peut être utilisé à des fins civiles, notamment pour le transport de vivres.

Les Belges ont également froid. À mesure que l'automne cède la place à l'hiver exceptionnellement rigoureux de 1944 – dans la partie encore occupée des Pays-Bas, il restera célèbre sous le nom de *hongerwinter* (hiver de la faim) – la pénurie prend une tournure dramatique, surtout dans les villes. Ce qui est vrai pour la nourriture vaut également pour les manteaux, bonnets, pantalons, jupes, bas, pulls, chemises, chaussures et couvertures : il faut les importer, ou du moins les tissus servant à leur fabrication. Et le charbon que les gens utilisent pour se chauffer est strictement rationné.

Il reste cependant un endroit où l'on peut apparemment encore acheter de tout : le marché noir. Mais alors que cette économie parallèle a sauvé les Belges sous l'Occupation (où elle a même joui d'une aura patriotique, en tant que forme passive de résistance contre les Allemands), elle entrave désormais la reprise de l'économie officielle.